

**LE PROJET D'APPUI AU
DEVELOPPEMENT DES
FILIERES AGRICOLES
(PADFA) :
QUEL IMPACT SUR LA
DEMANDE CAMEROUNAISE
DE RIZ?**

Par

FANKAM SIDEU Muriel

Stagiaire en Recherche
Economique

Edité par

Nsaikila Melaine

Analyste des Politiques
Economiques Principal

Nkafu Policy Institute

ARTICLE

Septembre 2017



Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), note des avancées dans les filières riz et oignon grâce à la coopération entre le Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) sur une période de quatre ans. Le FIDA est une institution spécialisée du système des Nations unies, une banque d'aide au développement qui a pour vocation d'aider financièrement, comme bailleur de fonds et organisateur, au développement agricole et rural dans les pays en développement et en transition. Cette coopération s'est effectuée le 27 septembre 2010 et un accord de financement de 12 650 000 Droits de Tirages Spéciaux (DTS) a été signé pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA). Le PADFA dont la durée est de 7 ans, est entré en vigueur le 18 octobre 2010 et s'achèvera le 31 décembre 2017. La clôture du prêt est fixée au 30 juin 2018.

Les objectifs du projet PADFA sont : L'accompagnement rapproché des producteurs organisés en GIC à partir d'un dispositif d'appui conseil et de vulgarisation;

L'intensification des cultures à travers la mise à disposition des intrants et du matériel agricole; La construction et l'équipement des infrastructures de stockage et transformation ; Le renforcement à l'accès au crédit et crédit-bail; L'appui à la mise en marché (Normalisation-Labelisation). Ce projet au Cameroun couvrait quatre régions du Cameroun : Région de l'Extrême-Nord (Départements situés au sud du Logone et Chari, Mayo Tsanaga, Mayo Sava, Mayo Kani

et Mayo Danay); Région du Nord (Départements du Mayo Louti et de la Bénoué); Région du Nord-Ouest (Départements de la Mezam et de la Menchum) ;

Région de l'Ouest (Départements du Ndé et du Noun) (PADFA 2017). Le PADFA au Cameroun, cible deux filières: le riz et l'oignon à fort potentiel économique pour le petit paysan. Dans les régions de l'Extrême-nord et du Nord, les appuis portent sur le riz (bas-fond, pluvial) et l'oignon. Dans les régions de l'Ouest et du Nord-ouest, les appuis portent exclusivement sur le riz. C'est sur ce dernier produit que s'appuiera notre analyse.

Le MINADER relève que les riziculteurs sont passés de 3 tonnes par hectare à 7 tonnes pour le riz de bas-fonds. Pour la variété pluviale, la hausse est d'une tonne et demie par hectare à trois tonnes de paddy. S'agissant du stockage et de la transformation, une vingtaine de magasins multifonctionnels ont été construits et équipés dans les départements sus cités. Ces actions ont contribué selon ce dernier, à booster la production nationale de riz. En effet, pour la campagne agricole 2016, un total de 18 044,6 tonnes de riz paddy a été récolté dans les bassins de production encadrés par le PADFA. Soit 12 692,8 tonnes dans l'antenne de Maroua et 5 351,8 tonnes dans l'antenne de Bamenda contre 821,5 tonnes en 2014 dans l'antenne de Bamenda. De même, les superficies cultivées étaient passées de 690 ha en 2013 à 835 ha en 2014.

Toutefois, ces chiffres soulèvent les questions suivantes : quel est l'impact sur les prix pratiqués sur le marché camerounais ? Contribuent-ils à améliorer le pouvoir d'achat ou le panier de la ménagère? Permettent-ils de tendre vers une autosuffisance alimentaire en stimulant la demande locale?

Pour y répondre, il convient de noter au préalable que la demande nationale en riz est officiellement estimée à 300 000 tonnes par an, pour une offre locale d'à peine 100 000 tonnes. (investir au Cameroun 2014) Cependant, le riz made in Cameroon est rarement visible sur les étals des marchés et supermarchés De plus, un kilogramme de riz produit à Ndop coûte environ 800 FCFA, contre 350 FCFA pour le riz importé de Chine, de Thaïlande...

Pour relever la compétitivité de la production locale, le gouvernement décide d'avoir recours aux taxes. Jusqu'à exonérés, les importations de riz sont désormais taxées de 5% selon article 2 alinéa 1-a de la Loi de finances de 2016. On constate toutefois l'absence de ce produit sur les étals des marchés et supermarchés. Les importations de cette céréale, renseignent les statistiques de la balance des paiements du ministère des Finances, englobent plus de 100 milliards de francs CFA chaque année.

Pour trouver une solution à cette dépendance extérieure, il faudrait cibler le vrai problème : l'absence d'unités de décorticage au Cameroun. Car c'est cette dernière raison qui entraîne les exportations de pratiquement toute la production de la SEMRY vers le Nigéria, où le Paddy (riz non décortiqué) est décortiqué et vendu à des prix hautement compétitifs. Pour cette même raison, les quantités qui essaient d'être vendues sur le marché camerounais ne sont compétitives ni au niveau du prix, ni au niveau de la perception que les consommateurs ont de leur qualité. En effet, la production n'étant pas

assez grande pour bénéficier des économies d'échelle, les coûts de transport liés à l'éloignement des unités de décorticage sont directement imputés aux prix de vente comme l'illustre la figure 1.

Pour optimiser les résultats du projet PADFA et aboutir à une autosuffisance alimentaire en riz, les priorités doivent être réorientées vers : La création d'unités de décorticage locales ; La diversification des variétés produites, leur raffinage ; L'accentuation des mesures protectionnistes (une taxation plus forte du riz importé) ; Une campagne de sensibilisation et de publicité plus agressive.

Le riz étant l'une des denrées les plus consommées au Cameroun, la priorité comme pour tout pays en développement doit être de parvenir à l'autosuffisance alimentaire (produire une quantité capable de satisfaire la demande locale). Une fois cette dernière atteinte, l'on peut songer à des mesures incitatives aux exportations notamment l'arrimage aux normes internationales.



FANKAM SIDEU Muriel

Stagiaire en Recherche Economique
au Nkafu Policy Institute

Denis & Lenora Foretia Foundation

Email: info@foretiafoundation.org

Bibliographie :

Andzongo, Sylvain. 2017. «Le riz «made in Cameroun» quasi absent des étals des marchés du pays.» Investir au Cameroun. 18 Septembre. <http://www.investiraucameroun.com/agriculture/0310-4649-le-riz-made-in-cameroun-quasi-absent-des-etals-des-marches-du-pays>.

FIDA. 2014. «Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) 3380.» Rapport de supervision.

finances, Loi de. s.d. 2016.

2014. «investir au Cameroun .» 12 Fevrier. <http://www.investiraucameroun.com/agriculture/1202-5035-le-cameroun-lance-la-promotion-du-riz-local-pour-stimuler-sa-consommation>.

investir au Cameroun. 2017. «Des avancées dans les filières riz et oignon au Cameroun .» 18 septembre. <http://www.investiraucameroun.com/agriculture/1509-9428-des-avancees-dans-les-filieres-riz-et-oignon-au-cameroun>.

Investir au Cameroun. 2017. «Le riz «made in Cameroun» quasi absent des étals des marchés du pays.» 18 Septembre. <http://www.investiraucameroun.com/agriculture/0310-4649-le-riz-made-in-cameroun-quasi-absent-des-etals-des-marches-du-pays>.

Loi de finance . 2016.

PAFDA. s.d. «Appuis et Zones.» <https://padfacameroun.net/index.php/appuis-et-zones/>.



NKAFU
POLICY
institute

Twitter: [@NkafuPolicyInst](https://twitter.com/NkafuPolicyInst)

Email: info@foretiafoundation.org

Tél: (+237) 653 78 25 81 / 698 64 55 24

Website: www.foretiafoundation.org